

DOSSIER Pages 5 à 10



10

BONNES RAISONS DE SE FORMER

Pourquoi la formation professionnelle continue est-elle une nécessité aujourd'hui ? La réponse en 10 points avec Frank Naffien, responsable du Pôle formation et vice-président du CFPC-Alsace.

Pages 12 à 14

**La commission
Différends entre
confrères :
comprendre et
concilier**

Page 15

**Les 10
principaux
crédits d'impôt
en faveur
des entreprises**

LE CHIFFRE

18 781

c'est le nombre d'heures
de formation dispensées
par le CFPC-Alsace
en 2012

**Envie de vous exprimer ? À vos plumes !
Pour tout savoir, rendez-vous page 19**



Etienne Henry

Nous avons des atouts !

Pas un mois sans que la sempiternelle question des " professions protégées " soit à nouveau sur la table. On y trouve stigmatisés pêle-mêle taxis, pharmaciens, notaires... et experts-comptables.

Sans vouloir trancher sur un sujet complexe et hautement politisé, qui est en tout état de cause entre les mains du législateur – qui semble avoir d'autres priorités, dont le pacte de Compétitivité, nous y reviendrons plus loin – je voulais partager avec vous quelques réflexions.

Qu'est-ce qui caractérise notre profession ?

Un diplôme, une déontologie, un haut niveau de compétence technique.

*Le **diplôme** ? Depuis la réforme de 2008, qui a entraîné un phénomène de classes creuses, nous sommes pleinement revenus à un rythme de croisière, reparti à la hausse cette année, avec 54 stagiaires inscrits en première année de stage d'expertise-comptable. Nul doute que la plus grande partie d'entre eux, dûment encadrés et encouragés, pourra parvenir au Diplôme d'Expertise Comptable. Notre profession reste attractive, et nous faisons tout pour y attirer les jeunes générations.*

*La **déontologie** ? L'Affaire qui est dans tous les esprits depuis le 2 avril ne peut que le rappeler : sans déontologie (les deux mots " Indépendance, Conscience " qui suivent le " Science " de notre devise !), il n'y a pas de crédibilité. Notre Conseil régional s'est donné pour objectif de ramener à deux semaines le délai d'instruction des litiges et questions qui lui sont soumis, qu'il s'agisse de questions déontologiques, de différends entre confrères ou de litiges clients.*

*La **compétence technique** ? Outre le diplôme, elle passe par un effort de formation continue, enjeu majeur qui devrait voir introduit, dès le second semestre de cette année 2013, un outil déclaratif annuel, sur le modèle que connaissent nos amis commissaires aux comptes. Un changement structurant dans nos pratiques, mais aussi une occasion de justifier pleinement de notre légitimité ! Le Centre de Formation de la Profession Comptable (CFPC) d'Alsace a d'ores et déjà déployé son offre de formation pour y faire face. Sans oublier des manifestations d'actualité, sur le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (29 et 30 avril 2013) ou la prévention du blanchiment (28 et 30 mai 2013), en attendant le Congrès Régional de la Profession fin octobre.*

En étant implantés localement, proches de nos clients, à jour de nos connaissances, compétents et professionnels, nous n'avons rien à craindre des évolutions qui paraîtraient menacer notre profession.

Nous ne pourrions que continuer à développer nos activités, développer les compétences de nos équipes, et nous développer nous-mêmes.

Vous trouverez dans ce numéro des éléments qui, j'en suis sûr, sauront vous convaincre de nos atouts et de la pertinence de nos actions.

Étienne Henry,
Président du Conseil régional d'Alsace
de l'Ordre des experts-comptables

Êtes-vous matinal ?

Notre président Étienne Henry souhaite que le Conseil régional de l'Ordre soit au plus près de la profession et à l'écoute des experts-comptables. Il vous propose ainsi d'échanger lors des "Matinales du Président". Après Saverne le 28 février (*photo ci-dessous*), Niederbronn-les-Bains le 8 mars et Strasbourg le 29 avril, d'autres lieux et d'autres dates vous seront indiqués tout au long de l'année dans l'e-news.

→ **Contact : Mireille Stadtler**
mstadtler@oecalsace.net



La performance au féminin

L'Association des Femmes Diplômées d'Expertise Comptable Administrateurs (AFDECA) propose, en partenariat avec le Centre de Formation de la Profession Comptable, 3 formations à destination des femmes experts-comptables d'Alsace.

"Communiquer, s'organiser, animer : les 3 piliers de la performance" : tel est l'intitulé du premier volet de ces formations qui se tiendra le **mercredi 22 mai dans les locaux du Conseil régional de l'Ordre**.

Au programme :

- La communication : mieux comprendre et mieux s'adapter à son interlocuteur, gérer les difficultés relationnelles au sein du cabinet ;
- L'organisation : les principes d'une bonne efficacité personnelle (gestion de son temps et de ses priorités) ;
- L'animation : la conduite de réunion et les principes de prise de parole en public.

Pour plus d'efficacité, le nombre de place est limité à 10 participantes.

→ **Sophie Orsonneau**
01 44 12 60 89 - sorsonneau@cs.experts-comptables.org
→ **ou Véronique Schandel**
03 88 45 62 31 - vschandel@oecalsace.net

Lois de finances 2013 : des réunions très suivies !

Le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables, la Chambre des Notaires, le Centre de Gestion Agréé (CGA) et le Centre Pluridisciplinaire de Gestion (CPG) ont, cette année encore, organisé conjointement une réunion d'information sur les lois de finances 2013. La présentation des principales actualités fiscales a été suivie d'une table ronde animée par le journaliste Didier Bonnet : l'occasion d'échanger avec les professionnels. Vous avez été près de 1 000 personnes à participer à ces réunions fin janvier et début février, à Colmar, Mulhouse et Strasbourg.

→ **Un diaporama est disponible sur notre site**
www.oecalsace.net

L'Ordre version 2.0

Une nouvelle lettre d'info électronique, un site internet en plein relooking, une News papier diffusée dans toutes les mairies d'Alsace, une stagiaire en communication et bientôt une webmaster au sein de l'équipe : le Conseil régional de l'Ordre communique.

Depuis le mois de février, vous recevez par e-mail l'e-news des experts-comptables d'Alsace, la nouvelle lettre d'information électronique du Conseil régional. Concise, facile d'accès et interactive, cette lettre vous apporte chaque mois une mine d'infos pratiques sur les actualités, manifestations, formations et autres événements qui jalonnent le quotidien des experts-comptables.

Le site internet **www.oecalsace.net** connaîtra bientôt une nouvelle jeunesse. La prochaine webmaster sera chargée de redynamiser et d'optimiser la communication 2.0 du Conseil régional.

Réseaux sociaux, site internet, blog : pour être plus proche de vous et mieux faire connaître notre profession, l'Ordre envahit la toile ! Pour la mise en place de ces outils de communication et des prochains événements, l'équipe peut compter sur le dynamisme de Léa Schmidt, jeune stagiaire en communication issue d'un DUT SeRéCom (Services et Réseaux de Communication), qui réalise un stage de 10 semaines au sein de l'Ordre.

Quant à la News que vous tenez entre les mains, sachez qu'elle est désormais diffusée à 2 600 exemplaires et adressée notamment à chaque mairie d'Alsace.

Économie rime-t-elle avec éthique ?

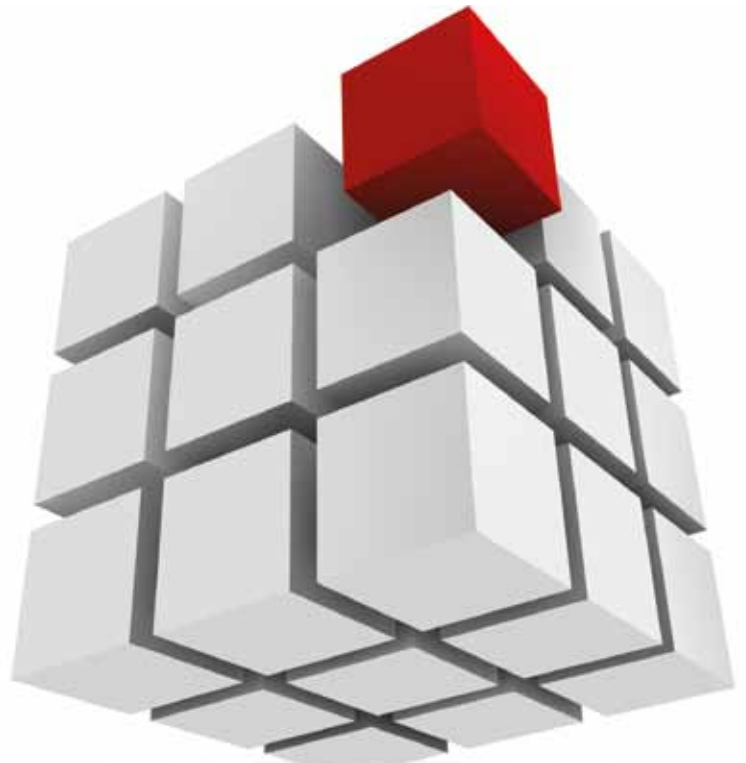
Au programme du 10^e forum de l'économie alsacienne, une table ronde très attendue sur le sujet suivant : "L'éthique : facteur clé du succès économique ?". Un rendez-vous de mai à ne pas manquer !

Animée par Antoine Latham, chef du service Informations économiques des DNA, cette table ronde aura lieu le **23 mai prochain, à 18h15, à l'EM Strasbourg Business School**, 31 avenue de la Forêt-Noire à Strasbourg. Parmi les professionnels invités à débattre sur le sujet : Jean-Bruno Guerra, Président du Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprises (CJD) ; Franck Houdebert, Directeur des Ressources Humaines de l'entreprise Hager ; Nicole Martin Spittler, Présidente du Réseau Entreprendre Alsace, mais aussi Étienne Henry, Président de l'Ordre des experts-comptables d'Alsace. Le grand témoin de la soirée sera Bernard Stalter, Président de la Chambre de métiers d'Alsace.

→ **Inscrivez-vous dès maintenant auprès de**
stephanie.masson@em-strasbourg.eu

10

BONNES RAISONS DE SE FORMER



Intimement liée à l'exigence de qualité qu'appelle notre profession, la formation professionnelle continue est une nécessité, aussi bien pour les experts-comptables que pour leurs collaborateurs.

Dans un environnement en constante évolution, le Centre de Formation de la Profession Comptable d'Alsace (CFPC-Alsace) est plus que jamais à vos côtés pour vous proposer la meilleure offre de formation possible et vous aider à assurer une plus grande qualité de service.

Pourquoi faut-il venir se former au CFPC-Alsace aujourd'hui ? La réponse en 10 points avec Frank NAFFIEN, responsable du Pôle formation du Conseil régional de l'Ordre et vice-président du CFPC-Alsace.



Frank Naffien

1 – Pour avancer dans un monde qui change

“La formation est au cœur de notre métier, et c'est encore plus vrai aujourd'hui dans notre environnement en profonde mutation économique et financière. Si l'on ne suit pas ces changements, on peut rapidement se retrouver dépassé. La formation est indispensable si l'on veut s'adapter à ce monde de plus en plus mouvant, ne pas craindre ces évolutions, développer de nouvelles compétences et rester performant. Ce n'est pas un hasard si le 68^e Congrès de l'Ordre, qui se tiendra du 2 au 4 octobre prochain à Dijon, est consacré aux “compétences au service de la performance” ! Moyen reconnu pour progresser et assurer une plus grande qualité de service, la valorisation de nos compétences et celle de nos salariés doit être une préoccupation constante. L'expert-comptable a le devoir de se tenir informé des techniques, produits et autres dispositions légales pouvant faciliter son exercice professionnel. Ne pas se former, c'est faire du sur-place. Et faire du sur-place, c'est forcément reculer dans un monde qui avance !”

2 – Pour gagner rapidement en efficacité

“Le plus gros frein psychologique à la formation, c'est le temps : on considère – à tort – que le temps passé en dehors du cabinet est un temps pendant lequel on ne travaille pas, un temps où l'on n'est pas productif. Or, non seulement le temps de formation n'est pas du temps perdu, mais il permet au contraire d'en gagner ! Il évite de faire des recherches sur les actualités ou les nouvelles exigences de notre profession. Il permet d'optimiser les mises à jour sur les thèmes que l'on a suivis. Il suffit parfois d'une journée, voire même d'une demi-journée pour avoir des réponses précises à ses questions et être opérationnel. La formation permet donc d'être rapidement plus efficace, mais aussi de se sentir moins isolé, en rencontrant d'autres experts-comptables et en développant des échanges de bonnes pratiques. Ceux parmi nos confrères qui considèrent la formation comme un élément clé pour optimiser la performance de leur cabinet mettent en place des plans de formation vraiment adaptés à leurs besoins : un bon moyen pour fidéliser ses collaborateurs et monter en puissance !”

Les innovations de la campagne de formation 2013-2014

- de nouvelles thématiques de formation
- plus de formations homologuées CAC
- des formules adaptées à vos besoins
- des parcours labellisés et certifiants
- des formations flash d'une demi-journée
- des formateurs rompus aux techniques d'animation
- des sujets qui “collent” à l'actualité
- une équipe de permanents renforcée
- un accompagnement pour la mise en place des plans de formation
- le développement de l'inter-professionnalité

10

BONNES RAISONS DE SE FORMER



Plans de formation : laissez-vous accompagner !

En amont des formations, Véronique Schandel est là pour vous aider à construire un plan de formation pertinent, adapté à vos problématiques et optimiser la mise en place de ces formations au sein de votre cabinet.

→ **Prenez contact au :**
03 88 45 62 31
vschandel@oecalsace.net

Lutte contre le blanchiment : les actions de mai !

Dans le cadre des nouveaux accords signés avec Tracfin et qui définissent de nouvelles obligations des professionnels de l'expertise comptable, l'Ordre organise pendant tout le mois de mai conférences, tables-rondes et journées de formations sur le thème du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. L'objectif : déterminer les nouvelles attentes des organismes par rapport à notre profession, mais aussi dresser un premier bilan 5 ans après la mise en place de la cette norme.

En mai, luttons contre le blanchiment ! Ne passez pas à côté des signaux qui doivent vous alerter :

• **trois formations homologuées CAC** (7 heures) "le professionnel de l'expertise comptable face au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme"

>> le mercredi 15 mai 2013 à Mulhouse, le jeudi 16 mai 2013 à Colmar, le vendredi 17 mai 2013 à Strasbourg.

• **deux conférences-débat "lutte contre le blanchiment"**

>> le mardi 28 mai 2013 à Strasbourg et le jeudi 30 mai à Mulhouse.

3 – Pour actualiser vos connaissances

"Tous les nouveaux modules que nous proposons sont volontairement orientés « pratique », de sorte que les personnes qui suivent ces formations, que ce soit à travers les parcours, les formations classiques ou flash, sortent avec des outils opérationnels, directement applicables. Cette orientation du CFPC-Alsace a été suivie par le comité pédagogique national : c'est une tendance qui est en train de se dessiner au niveau de la conception des supports nationaux ! Parmi les nouveautés qui exigent de se former rapidement, on peut citer la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, qui fera l'objet de grosses actions d'information et de formation en mai (*voir encadré ci-contre*), mais aussi le nouveau standard européen SEPA qui sera mis en place à partir du 1^{er} février 2014 et qui concerne les prélèvements et virements bancaires. En tant qu'émetteurs de virements ou de prélèvements auprès de nos clients pour la perception de nos honoraires, mais aussi pour les télé-déclarations auprès des organismes sociaux et fiscaux, nous sommes directement concernés par cette nouvelle norme et nous ne pouvons pas ne pas anticiper ces changements. C'est la raison pour laquelle nous organisons des formations sur le sujet, sous format flash, dès le mois de juin (*voir encadré ci-dessous*). Je vous conseille vivement de ne pas attendre le dernier moment !"

SEPA : anticiper la migration !

Le Comité National SEPA (Single Euro Payments Area) annonce un changement majeur, et souhaite impliquer les cabinets d'expertise comptable dans l'accompagnement des TPE et PME. La migration doit se faire impérativement avant le 1^{er} février 2014, date butoir qui laisse peu de temps pour s'informer et se former !

À compter du 1^{er} février 2014, les prélèvements et virements bancaires, nationaux ou transfrontaliers, devront respecter les normes SEPA (Single Euro Payments Area). Cette migration informatique vers SEPA impacte également l'organisation des entreprises et a d'importantes conséquences juridiques. Par exemple, pour les prélèvements bancaires, si la continuité des mandats a été établie par l'Ordonnance du 15 juillet 2009 transposant la Directive sur les Services de Paiements, le créancier devra néanmoins :

- informer son client de la migration SEPA et lui fournir les codes ICS (Identifiant du Créancier SEPA) et RUM (Référence Unique de Mandat) ;
- indiquer à son client, 14 jours au moins avant l'échéance, la date du prélèvement, son montant et les codes ICS et RUM.

Pour adapter vos structures, conseiller et accompagner vos clients, le CFPC-Alsace vous propose une formation d'une demi-journée sur le thème "Enjeux SEPA : comment sécuriser ses prélèvements et virements bancaires" :

- mardi 4 juin à Colmar, 8h30-12h
- mardi 4 juin à Mulhouse, 14h30-18h
- jeudi 13 juin à Haguenau, 8h30-12h
- jeudi 13 juin à Strasbourg, 14h30-18h

→ **Pour vous inscrire, contactez Véronique Schandel :**
03 88 45 62 31 - vschandel@oecalsace.net

4 – Parce que notre offre de formation est adaptée à vos besoins

"Pour déterminer vos attentes, le CFPC-Alsace a multiplié les échanges avec vous et a cherché à recueillir par divers moyens votre avis sur les formations dispensées. L'élaboration de la nouvelle offre de formation s'est appuyée sur les demandes directes des clients du CFPC-Alsace, sur des rencontres formelles ou informelles (discussions, petits déjeuners organisés dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, ateliers, réunions), mais aussi sur une enquête dématérialisée lancée auprès de l'ensemble de la profession en Alsace (*voir encadré page suivante*). Ces différentes sources d'information nous ont permis de détecter vos besoins de manière à construire l'offre la plus adaptée. En analysant ces retours, je remarque que les attentes des confrères coïncident avec ce que je ressens, notamment la nécessité de développer nos compétences en marketing, en management ou en organisation commerciale. Cela signifie qu'une grande partie de la profession a identifié un manque ou un besoin à ce niveau. Autre surprise : le résultat de l'enquête, avec un taux de satisfaction exceptionnel, ce qui est très encourageant et motivant pour le CFPC-Alsace. Parmi nos projets, nous avons à cœur de développer l'inter-professionnalité et de mettre en place des formations en collaboration avec d'autres professions : commissaires aux comptes, notaires, avocats, gestionnaires de patrimoine..."

5 – Parce que cette offre s'élargit

« Parmi la nouvelle offre du CFPC-Alsace, on peut distinguer **3 typologies de formations** : les thèmes techniques, tout ce qui concerne le management et les ressources humaines, et enfin ce qui touche aux normes et aux règles. La première catégorie, qui concerne **l'actualité fiscale, sociale, mais aussi juridique**, est celle des formations techniques, jugées indispensables. J'insisterais sur le volet juridique, qui, à mon sens, n'est pas assez suivi par les confrères, alors qu'il y a des nouveautés sur lesquelles il est essentiel de se renseigner. Je citerais par exemple la mise en place de l'EIRL, un changement majeur qui a eu lieu il y a un an et demi et que nous sommes nombreux à ne pas vraiment connaître. Les formations **sur le management, l'organisation du cabinet et des ressources humaines** constituent une vraie nouveauté dans l'offre du CFPC-Alsace. Cette nouveauté est née d'une conviction personnelle - je suis persuadé que nous devons impérativement progresser dans ce domaine - mais aussi de la demande de plusieurs confrères, qui ont clairement identifié ce manque dans notre cursus et dans notre quotidien. Nous sommes des managers, il est important de nous former à des techniques qui nous permettent de mieux diriger et organiser nos cabinets, de fidéliser et de motiver nos collaborateurs ! Le management n'est pas inné, il s'apprend... Dernière catégorie : **la déontologie, les normes et les règles internes à la profession**. Ces règles, qui ont été faites dans notre intérêt, sont importantes à connaître parfaitement. Nous avons un nouveau référentiel normatif applicable depuis début 2012, qui fixe par exemple la position de la profession sur la communication et le démarchage et permet d'éviter les litiges entre confrères. Autre exemple : de nouveaux accords viennent d'être signés, qui renforcent notre rôle en matière de lutte contre le blanchiment... Il est impératif d'être à jour de ces règles et de travailler en conformité avec elles, d'où la nécessité de suivre régulièrement des formations sur ces sujets ! »

Une enquête pour cerner vos attentes

98% : c'est le taux de satisfaction des formations du CFPC-Alsace !

Lancée dans le but de collecter vos avis et suggestions, notre "enquête formation" a enregistré un taux de participation de 10 %... Selon vous, les supports et les thèmes proposés sont proches du métier, tournés vers la pratique, et les formations présentent un bon rapport qualité/prix. À noter également : l'émergence de nouvelles demandes dans les domaines du marketing et de la communication, du management et de l'organisation du cabinet, de l'exercice professionnel et du juridique. Vous attendez également, entre autres, des formations sur les nouvelles normes blanchiment, sur la fiscalité en Allemagne ou sur la gestion du personnel.

LES NOUVEAUX THÈMES :

En juridique :

Code	Titre	CAC	Dates	Lieu
13JUR139	Mon client face à la justice : les bons réflexes		mercredi 6 novembre 2013	Strasbourg
13JUR110	Missions auprès des groupes de sociétés : aspects juridique et pénal	CAC	jeudi 14 novembre 2013	Mulhouse
13JUR110	Missions auprès des groupes de sociétés : aspects juridique et pénal	CAC	vendredi 15 novembre 2013	Strasbourg
13JUR237	Comprendre, analyser et maîtriser l'EIRL		mercredi 20 novembre 2013	Strasbourg
13JUR137	Statut de l'EIRL : bouclier patrimonial de l'entrepreneur individuel ?		jeudi 12 juin 2014	Strasbourg

En management et organisation du cabinet :

« Mieux connaître son client »

Code	Titre	Dates	Lieu
13PMA100	Développer le chiffre d'affaires et le portefeuille clients du cabinet : 25 actions de marketing opérationnel	lundi 14 octobre 2013	Strasbourg
13PMA101	Vendre les missions du cabinet : démarches et pratiques (CJEC)	mardi 19 novembre 2013	Strasbourg
13PMA102	Gérer les situations délicates : 10 moments-clés dans la relation client	lundi 9 décembre 2013	Strasbourg

« Informatique et système d'information »

Titre	CAC au 06/03/2013	Dates	Lieu
EXCEL avancé		mardi 17 septembre 2013	Strasbourg
EXCEL avancé		vendredi 27 septembre 2013	Mulhouse
WORD avancé		mardi 5 novembre 2013	Strasbourg
WORD avancé		mardi 19 novembre 2013	Mulhouse
Évaluer le système d'information de la PME	CAC	mercredi 4 décembre 2013	Strasbourg
OUTLOOK avancé		mercredi 22 janvier 2014	Strasbourg
OUTLOOK avancé		mercredi 19 février 2014	Mulhouse

10

BONNES RAISONS DE SE FORMER



De nouveaux parcours labellisés

Le nouveau catalogue propose des parcours labellisés pour les collaborateurs, ainsi que - et c'est une nouveauté - des parcours pour les professionnels de l'expertise comptable sur les missions dans les groupes de sociétés, sur l'évaluation du capital immatériel ou encore sur la stratégie et le marketing. Pour des raisons d'organisation pratique, ces nouveaux parcours ont lieu à Paris.

Tous les parcours débouchent sur un certificat de la profession et répondent à des critères de qualité définis dans un règlement spécifique. De très haute qualité, ces formations permettent d'acquérir une compétence reconnue dans des domaines précis. Tous ces parcours sont sanctionnés par un certificat.

PARCOURS N°1
DEVENIR ASSISTANT PAIE
(PS0220) 6 jours en 2013

PARCOURS N°2
DEVENIR ASSISTANT PAIE CONFIRMÉ
(PS0230) 8 jours en 2013

PARCOURS N°3
**DEVENIR RESPONSABLE
DU PÔLE SOCIAL**
(PS0350) 8 jours en 2013

L'ensemble des informations, programmes, dates, lieux, prix et bulletin d'inscription, sont disponibles sur notre site :

<http://portailirf.cfpc.net/067>

→ **Contact : Véronique Schandel**
03 88 45 62 31
vschandel@oecalsace.net

6 – Parce que vous pouvez choisir votre formule

“Notre offre de formation se distingue par la variété des formats et par une meilleure prise en compte de l'expression de vos besoins, de manière à ce que vous puissiez choisir, en toute souplesse, la formule qui vous convient le mieux ! Ces formules varient de la 1/2 journée à des formations de 8 jours en passant par des volumes horaires variables pour les formations en ligne. Le catalogue 2013-2014 vous propose ainsi 4 formats : les **formations classiques** sur une journée, les **formations flash** d'une demi-journée, les **parcours** de 6 à 8 jours, ainsi que les modules d'**e-learning**. Ce dernier format est une formation en ligne, accessible grâce à un code d'accès valable entre 6 et 12 mois et utilisable à tout moment pendant toute cette période. Par ailleurs, pour répondre au besoin de reconnaissance des compétences et de professionnalisation des salariés du cabinet, le CFPC-Alsace propose depuis 2012 des parcours labellisés et certifiants dans le domaine du social.”

7 – Parce que nos animateurs sont eux-mêmes formés

“Si nos formations sont de qualité, c'est sans aucun doute grâce à la qualité et l'investissement de nos formateurs, assez nombreux en Alsace. Une quarantaine de formateurs régionaux font partie de l'équipe du CFPC-Alsace et nous étudions régulièrement vos besoins pour faire appel aux formateurs les plus compétents par rapport aux thèmes proposés, par exemple des formateurs nationaux qui sont des références dans leurs domaines. Si les formateurs sont essentiellement des membres de la profession, il peut arriver que l'on sollicite des intervenants extérieurs sur des thèmes spécifiques. Il y a cinq ans, nous avons initié un plan quinquennal destiné à former nos formateurs aux compétences pédagogiques. Tous les formateurs actifs aujourd'hui ont suivi des stages d'initiation aux techniques d'animation. J'insiste vraiment sur la dimension qualité du CFPC- Alsace, une qualité très largement reconnue par les confrères !”

L'Abécédaire de la formation à l'expertise comptable

Ce nouvel ouvrage, réalisé pour le 67^e Congrès de l'Ordre et la Cité des compétences, est un guide inédit et complet sur tous les aspects de formation initiale, pratique, continue. Plus de 70 entrées permettent au lecteur de trouver une réponse concrète assortie de références et liens s'il veut en savoir plus. Coordonné par Alain Burlaud, professeur émérite du Cnam, cet ouvrage riche d'informations pour tous publics et celui des cabinets notamment, est publié dans la collection Pocket d'Expert-Comptable Services.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.experts-comptables.fr/boutique

8 – Parce que c'est une obligation de notre profession

“Nous avons déontologiquement des obligations de formation qui vont de pair avec des obligations de compétences. Pour rester compétent, il faut se mettre à jour et suivre des formations régulièrement. Ces formations sont porteuses d'une très grande richesse puisqu'elles permettent le partage d'expériences. Un guide pratique de la formation, interne à la profession, est en cours, qui va faire office de manuel de référence. Il préconise un modèle de formation similaire à celui qui est en place aujourd'hui au sein de la Compagnie des commissaires aux comptes, à savoir 120 heures de formation sur 3 ans glissants, avec un minimum annuel de 20 heures. Cela crée une meilleure souplesse dans la mesure où vous pouvez adapter votre plan de formation sur trois ans, en fonction des thèmes qui vous intéressent ou de l'actualité. En investissant dans la formation la première année, vous ne redémarrez pas de zéro l'année suivante. Cela renforce notamment l'attractivité des parcours, qui se déroulent en général sur quelque 70 heures de formation. Avec les parcours, vous êtes largement au-dessus des minima réclamés, et cela vous permet de réduire vos obligations sur les années suivantes...”

L'obligation de formation continue, guide ou norme ?

La commission de la formation professionnelle du Conseil supérieur de l'Ordre travaille sur un Guide d'application de l'obligation de formation professionnelle continue des professionnels de l'expertise comptable dont le principe a été approuvé par le Conseil supérieur en décembre 2012. Le modèle retenu aujourd'hui est donc celui d'un Guide d'application. L'appartenance de l'Ordre à l'IFAC militerait en faveur d'une norme par transposition de la norme d'éducation de l'IFAC (IES 7). La commission part du principe que le Code de déontologie et la Norme professionnelle de maîtrise de la qualité fixent déjà dans le marbre le devoir de se former et de former ses collaborateurs. Certes, la norme de l'IFAC va beaucoup plus loin, fixe des quotas, des règles, des objectifs, des modalités de contrôle. Ces préconisations sont reprises dans ce prochain Guide (*voir extraits ci-contre*). L'ancienne norme de compétence de l'Ordre (1990), abrogée et intégrée dans le Code de déontologie était assortie de commentaires et d'applicatifs reprenant l'essentiel de ce qui n'était à l'époque qu'une recommandation de l'IFAC. Il s'agit donc de réactiver et de moderniser ce qui existait déjà.

Ce que dit le Code de déontologie

L'obligation de formation continue a été réaffirmée par le décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 portant le Code de déontologie à son chapitre II. *"Article 145 : Les personnes mentionnées à l'article 141 exercent leur activité avec compétence, conscience professionnelle et indépendance d'esprit (...) Elles doivent en conséquence s'attacher :*

1° À compléter et mettre à jour régulièrement leur culture professionnelle et leurs connaissances générales ; (...)

Les personnes morales mentionnées à l'article 141 veillent à ce que les professionnels de l'expertise comptable qu'elles emploient fassent preuve des mêmes qualités et adoptent le même comportement."

De la formation initiale au DEC

Les 3 ans de stage réglementaire font partie intégrante du diplôme d'expertise comptable (DEC). Ce stage doit permettre aux étudiants d'approfondir leurs connaissances théoriques et techniques, de se préparer aux épreuves finales ainsi qu'à l'exercice de la profession.

L'ensemble de ce programme s'inscrit dans un plan de formation prenant en compte la diversité des missions de l'expert-comptable. Ce programme est un maillage équilibré entre e-learning (formation en ligne) et présentiel (formation en salle). Les formations s'articulent en 3 cycles :

- **les formations mixtes** (e-learning + journée de regroupement), au nombre de 9, portent sur l'expertise comptable et le conseil ainsi que sur des thèmes communs aux deux métiers tels que la déontologie et la responsabilité.
- **les formations en présentiel**, également à hauteur de 9 journées (3 journées consécutives par an), abordent les thèmes de l'audit et du commissariat aux comptes.
- **les journées à thèmes libres**, 4 jours au total, doivent permettre au stagiaire de découvrir les différentes facettes des missions de l'expert-comptable.

Ces 3 cycles de formation, complétés par les autres obligations du stage (rapports de stage, fiches annuelles d'activité du stagiaire, fiches annuelles de suivi de formation...) permettront au stagiaire de se présenter aux 3 épreuves finales du DEC.

La formation continue : quelques règles

• Tout professionnel de l'expertise comptable consacre au moins **40 heures par an** à sa formation permanente, hors les heures consacrées à l'indispensable suivi de la documentation professionnelle. Cet objectif peut s'apprécier **sur une période pluriannuelle de 3 ans**, au cours de laquelle 120 heures doivent être consacrées à la formation avec un **minimum annuel de 20 heures** (*cf. norme de l'IFAC, IES 7*).

• L'obligation de formation couvre tous les aspects de l'exercice professionnel : expertise comptable, révision légale, conseil, expertise judiciaire, etc. Les 40 heures annuelles de formation fixées pour le commissariat aux comptes et les 40 heures pour l'expertise comptable ne se cumulent pas. Ainsi, certaines formations homologuées permettraient de remplir simultanément ses obligations dans les deux domaines. Il appartient au professionnel de faire les arbitrages nécessaires. **Le respect de cette obligation est vérifié lors des contrôles de qualité.**

• Les professionnels de l'expertise comptable peuvent répartir leurs formations entre différentes activités correspondant à des formats et des objectifs divers, en recherchant à équilibrer chacune de ces activités. Le projet de guide propose une répartition entre **formations directes**, mesurables et vérifiables, **formations indirectes** et **activités non éligibles** au titre de la formation continue.

• Pour suivre votre obligation de formation, un outil déclaratif sera à votre disposition dès le dernier trimestre 2013.



10

BONNES RAISONS DE SE FORMER



9 – Pour faire la différence auprès de vos clients

“On l’aura compris : véritable outil d’excellence, la formation continue est indispensable pour que notre profession soit à jour de ses connaissances et proche de ses clients ! Elle permet de se redynamiser, de se repositionner, de s’adapter à un monde en mutation constante et de valoriser les compétences d’un cabinet. N’oublions pas que nous avons encore à déplorer un déficit d’image et que notre profession n’est pas toujours perçue dans sa globalité. L’expert-comptable devrait être reconnu au-delà de ses missions purement fiscales ou sociales. C’est l’une des seules professions à capitaliser autant de compétences dans des domaines très variés. Nous avons ainsi une forte dimension conseil, qui n’est pas forcément reconnue à sa juste valeur. La formation est un moyen de dynamiser ses ressources humaines, de mieux éclairer ses compétences, de s’assurer des missions à plus forte valeur ajoutée, de développer un cadre marketing adapté, respectueux de notre déontologie, de valoriser, fidéliser et mieux recruter ses collaborateurs, de favoriser le transfert de compétences, et ainsi de dynamiser l’activité de son cabinet et de revaloriser son image, tant auprès de la clientèle que de ses futurs collaborateurs...”

10 – Parce que toute une équipe est à votre écoute

“L’équipe des permanents du CFPC-Alsace se réorganise et se renforce. Présidé depuis décembre 2012 par Étienne HENRY, président de l’Ordre des experts-comptables, le CFPC-Alsace se compose donc d’une équipe de 4 professionnels à votre disposition pour répondre au mieux à vos demandes :

- Denise CASPAR, dans le domaine de la formation initiale et du contrôle du stage,
- Véronique SCHANDEL et Anne WEBER pour tout ce qui concerne la formation professionnelle continue,
- Raphaël SCHNEIDER pour la comptabilité,

Sans oublier Séverine NOLONI, notre nouvelle secrétaire générale, qui apporte son regard stratégique à l’ensemble de l’équipe.

Ces permanents s’investissent au quotidien pour vous accompagner dans vos projets de formation. N’hésitez pas à les solliciter pour toute question, pour vous aider à déterminer vos besoins ou pour construire vos plans de formation !”



VOS CONTACTS AU CFPC-ALSACE :

11 avenue de la Forêt-Noire - CS 40033 - 67084 STRASBOURG Cedex
03 88 45 60 11 - cfpc@oecalsace.net - <http://portailirf.cfpc.net/067>

- Denise CASPAR, responsable formation initiale :
03 88 45 60 11 - dcaspar@oecalsace.net
- Véronique SCHANDEL, responsable formation continue :
03 88 45 62 31 - vschandel@oecalsace.net
- Anne WEBER, assistante formation continue :
03 88 45 62 30 - aweber@oecalsace.net
- Raphaël SCHNEIDER, responsable comptable :
03 88 45 62 33 - rschneider@oecalsace.net



Tournoi Européen de Gestion 2013 : un franc succès !



La 19^e édition du TEG, présidée par Jean-Jacques Hellé, a accueilli 18 équipes de quatre étudiants chacune, issues des grandes écoles de comptabilité et de gestion françaises et allemandes et de trois grandes écoles militaires des deux pays. L'événement, organisé à Strasbourg les 21 et 22 mars derniers, a encore été une belle réussite.

Encourager la **jeune génération** à s'orienter vers les **métiers de la comptabilité et de l'audit**, favoriser la **réussite de l'Europe** par la coopération entre professionnels et responsables de formation de différents pays et encourager la **participation active des étudiants** à des **échanges internationaux** : c'est tout l'enjeu de ce Tournoi.

La rencontre a eu lieu à l'initiative du **Conseil régional d'Alsace de l'Ordre des experts-comptables** avec le concours des **instances professionnelles allemandes** voisines : la Steuerberaterkammer Rheinland-Pfalz et la Steuerberaterkammer Südbaden.

Cette année, la **compétition** a porté sur la gestion de la société Subakoua : les nouveaux repreneurs de l'entreprise ont eu pour mission de développer une jeune entreprise de

confection et de diffusion de combinaisons de plongée.

Près de 150 personnes ont participé à la cérémonie de remise des prix organisée au Pôle Formation CCI le 22 mars en présence des personnalités françaises et allemandes du monde économique et de la formation.

Un grand merci aux partenaires français et allemands pour les nombreux prix offerts aux lauréats, à l'équipe d'ARKHÉ pour l'animation du Tournoi, à tous les étudiants pour leur participation et leur enthousiasme !

Étienne Henry, Président du Conseil régional de l'Ordre, leur a destiné les derniers mots de son discours : "*Osez entreprendre, bouger, communiquer : découvrez une profession au cœur de la vie !*".

Les lauréats de cette 19^e édition

1^{er} Grand Prix de Gestion :

École de Management Strasbourg de l'Université de Strasbourg - Master Comptabilité Contrôle Audit

1^{er} Prix Challenge Rentabilité :

Estudia, École Supérieure de Gestion et de Finance - Diplôme de Comptabilité et de Gestion - Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion

1^{er} Prix Challenge Communication :

Lycée René Cassin - Diplôme de Comptabilité et de Gestion

1^{er} Prix Challenge Gestion Financière :

IUT Louis Pasteur de Schiltigheim Département GEA - DUT - Licence Professionnelle

1^{er} Prix Challenge Marketing :

Lycée Camille Sée - Diplôme de Comptabilité et de Gestion

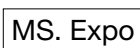
1^{er} Prix Challenge Ressources Humaines :

Estudia, École Supérieure de Gestion et de Finance - Diplôme de Comptabilité et de Gestion - Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion



Les lauréats

Les partenaires de la 19^e édition :



Commission Différends entre confrères : comprendre et concilier



Laurence Schwob

La Commission Différends entre confrères a pour objet la médiation des litiges entre experts-comptables : difficultés entre associés lors d'un départ, reprise de dossier, transfert de clientèle... Par son action, elle contribue à la résolution amiable des conflits et à mieux faire connaître nos règles professionnelles à de nombreux confrères. Interview de Laurence Schwob, présidente de la commission Différends entre confrères.

Dans quel cadre est née cette commission et quelle est sa mission ?

L'Ordre des experts-comptables a été créé après la Seconde Guerre mondiale avec pour vocation de gérer et d'animer le plus grand réseau français de professionnels libéraux au service de l'entreprise. L'Ordre a pour mission de protéger, valoriser et accompagner les professionnels dans leur développement, tout en étant le garant de l'éthique de la profession. Ces prérogatives sont celles de la commission Différends entre confrères ! À travers elle, l'Ordre assume son rôle d'intervenir dès qu'il y a litige. Conformément aux dispositions de l'article 31 de l'ordonnance de 1945, il a pour mission de "prévenir et concilier toutes contestations ou conflits d'ordre professionnel". C'est donc un outil concret au service du respect de la déontologie et de la confraternité.

Quel est le principal motif de litiges entre confrères ?

Le litige le plus courant – environ 80% des cas – est lié au non respect des règles déontologiques en matière de reprise de dossiers. Cette situation se présente le plus souvent dans le cadre d'un changement d'expert-comptable souhaité par le client. Elle peut aussi se produire au moment d'un départ à la retraite, en cas de cessation d'activité, ou encore suite au départ d'un collaborateur qui "emmène" avec lui certains clients du cabinet. Lorsqu'un client décide de quitter son expert-comptable, les conditions de la lettre de mission s'appliquent. Or ces

conditions ne sont pas toujours correctement suivies ou établies de façon claire. Du coup, les démarches à faire sont floues, car l'une ou l'autre des parties conteste ou ne connaît pas ces conditions, par exemple la durée du préavis à respecter pour quitter son expert-comptable. Dans les cas de cession de clientèle, il peut arriver que la clientèle cédée ne soit pas réelle ou que le travail sur les dossiers ne soit pas réalisé, de sorte que le repreneur est contraint de le rattraper. Chaque cas est particulier ; c'est à nous de démêler chaque situation afin de conseiller et de trouver un terrain d'entente entre les deux confrères.

" La commission Différends entre confrères est un outil concret au service du respect de la déontologie et de la confraternité "

Quels cas les plus complexes sont-ils portés à la commission ?

Depuis le code de déontologie de 2007, les actions de promotion sont autorisées pour les experts-comptables sous certaines réserves. Seule une interdiction totale demeurerait : le démarchage (article 12-I). Le 5 avril 2011, la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) a rendu un arrêt à l'encontre de la

rédaction de cet article. Les juges de la CJUE ont considéré que l'interdiction totale de démarchage était contraire à la directive services dans la mesure où "elle prohibe toute activité de démarchage, quelle que soit sa forme, son contenu ou les moyens". À la lumière de cette décision, le Conseil d'État a annulé cette interdiction par un arrêt du 22 juin 2011. Cela rend la situation complexe pour une profession réglementée comme la nôtre qui tient à assurer la respectabilité et la discrétion des actions de communication ! Certains experts-comptables utilisent une communication qui peut paraître assez agressive, en proposant leurs services auprès d'une clientèle déjà en place chez leurs confrères. Nous recevons tous les mois des plaintes à ce sujet. Il faut par exemple rappeler que les éléments comparatifs sont interdits. Cela fait partie des limites à la communication apportées par l'article 152 du Code de déontologie de 2012.

Que dire du détournement de clientèle ?

Le détournement de clientèle, notamment suite au départ d'un collaborateur qui "emmène" avec lui certains clients du cabinet, est un cas sensible ! Jusqu'à récemment, il était très sévèrement condamné par l'Ordre et pouvait justifier de poursuites disciplinaires pour violation du devoir d'assistance et de confraternité s'il ne s'accompagnait pas d'une indemnisation appropriée. Or, le cadre a changé*. Aujourd'hui, même si notre déontologie impose au successeur de respecter certaines règles avant d'entrer

* Le corollaire de la liberté de clientèle est qu'elle puisse être libre d'accès pour tous les professionnels.

" La clientèle civile est libre de s'adresser au professionnel de son choix, de sorte que n'est pas en soi constitutif d'un acte de concurrence déloyale le fait d'avoir, à la suite d'une démission, entraîné le déplacement de la clientèle" (CA Chambéry, 21 juin 2005), in *Exercice professionnel et déontologie*, page 147.

en fonction, notamment celle d'en informer son prédécesseur, le client est libre de changer d'expert-comptable ou de suivre un collaborateur qui s'en va sans qu'une indemnisation ne puisse être imposée. Le détournement de clientèle est devenu beaucoup plus difficile à établir et cela peut être la porte ouverte à de mauvaises pratiques. C'est aux experts-comptables de s'entendre sur le montant de l'éventuel dédommagement.

Où se situent les limites de l'intervention de la commission ?

Dans certains cas, le dossier peut passer entre d'autres mains. Ainsi, les problématiques financières, un litige commercial ou le montant d'une indemnisation par exemple, sont du domaine du droit des sociétés et nécessitent l'intervention d'avocats. Certains dossiers peuvent aussi être transmis à d'autres commissions de l'Ordre : la commission Litiges conciliation confrères-clients, la commission Déontologie ou la commission Discipline. Dans des cas avérés de concurrence déloyale ou devant la mauvaise foi d'un confrère qui ne donne aucune suite à nos courriers, la commission Discipline est forcément saisie.

Que faut-il faire lorsqu'on est confronté à un différend ?

Il suffit d'envoyer une lettre au Président de l'Ordre pour faire état du différend. Dès lors que vous saisissez la commission, nous prenons contact avec vous pour bien cerner vos griefs et intervenons ensuite auprès de l'autre partie en relatant les griefs reprochés.

Les dossiers sont instruits dans le cadre d'un débat contradictoire et la commission fait un travail de conciliation. Dans certains cas – des litiges de cession de clientèle par exemple – il arrive que le Président du Conseil régional de l'Ordre convoque les deux parties pour les entendre en ma présence. Si elles le souhaitent, elles peuvent être assistées de leurs avocats. Mais la plupart du temps, cela n'est pas nécessaire.

Quelle est en général l'issue des dossiers soumis à l'appréciation de la commission ?

Nous arrivons très souvent à faire cesser le litige simplement en rappelant les règles de déontologie et la procédure que le confrère incriminé est censé suivre. La commission parvient en général à concilier les parties. Des copies des correspondances sont échangées et l'instruction écrite permet souvent une résolution amiable du litige. Cela rejaillit forcément sur la qualité de service que l'on propose à nos clients : en réglant rapidement une situation tendue, on permet au client d'être pris en charge de la meilleure manière possible ! Ce dernier n'a pas à se préoccuper des mésententes ou des dissensions entre confrères !

Quel est le sens de votre engagement et quelles sont vos ambitions à la tête de cette commission ?

Contrôleur du stage pendant 15 ans, conseiller rapporteur au sein de la commission Registre du stage et surtout vice-présidente de la commission Litiges conciliation confrères-clients de 2008 à 2012, j'ai pu constater la

perméabilité qui existe entre la commission qui s'occupe des litiges confrères-clients et celle qui s'occupe des différends entre confrères. Cela m'aide indéniablement aujourd'hui à me positionner et à continuer à m'engager au service de la profession. L'Ordre existe, il est très important pour moi de donner du temps pour le faire vivre, et il me semble naturel de m'investir dans ses différentes missions.

Quel message souhaitez-vous faire passer aux confrères ?

Quel que soit le litige, il y a toujours une solution à trouver à l'amiable. J'invite donc les confrères à faire appel à l'Ordre pour essayer de régler leurs différends ! Quand on n'arrive plus à s'entendre, il vaut mieux saisir l'Ordre pour trouver comment dénouer les problèmes plutôt que de se retrouver devant un tribunal, ce qui n'est jamais valorisant, ni pour la profession, ni pour les confrères en question. Nous sommes un métier clé du monde de l'entreprise, il est important que les conflits se règlent le moins possible sur le terrain juridique ! J'aimerais leur dire également que nous avons la chance d'avoir ce recours, ce qui n'est pas le cas pour la grande majorité des autres corps de métiers. C'est tout à l'honneur de la profession que de prendre le temps d'écouter, d'aider à la résolution d'un conflit, de trouver des terrains de conciliation et de maintenir ainsi une bonne entente entre confrères !

Pour mémoire

Depuis l'ordonnance du 25 mars 2004, les professionnels comptables peuvent engager des actions de communication à l'égard de leurs clients ou prospects. Ainsi, en pratique, la communication est libre. Toutefois, ces opérations de promotion sont encadrées par un certain nombre de règles et de principes généraux. Ils sont rappelés dans l'article 152 du décret n°2012-432 du 30 mars 2012. "Les actions de promotion sont permises aux personnes mentionnées à l'article 141 dans la mesure où elles procurent au public une information utile. Les moyens auxquels il est recouru à cet effet sont mis en œuvre avec discrétion, de façon à ne pas porter atteinte à l'indépendance, à la dignité et à l'honneur de la profession, pas plus qu'aux règles du secret professionnel et à la loyauté envers les clients et les autres membres de la profession.

Lorsqu'elles présentent leur activité professionnelle à des tiers, par quelque moyen que ce soit, les personnes mentionnées à l'article 141 ne doivent adopter aucune forme d'expression qui soit de nature à compromettre la dignité de leur fonction ou l'image de la profession.

Ces modes de communication ainsi que tous autres ne sont admis qu'à condition que l'expression en soit décente et empreinte de retenue, que leur contenu ne comporte aucune inexactitude ni ne soit susceptible d'induire le public en erreur et qu'ils soient exempts de tout élément comparatif".

Exercice professionnel et déontologie : consultez l'ouvrage !

Associé au recueil des textes de la profession ("Réglementation du professionnel de l'expertise comptable"), cet ouvrage apporte aux professionnels de l'expertise comptable tous les outils nécessaires au bon accomplissement de leurs missions. Après l'édition de 2011 qui reprenait les différents apports des lois de 2010 et 2011, cette actualisation 2012 tient compte de la publication d'un certain nombre de nouveaux textes dont le décret n°2012-432 du 30 mars 2012 et le règlement intérieur de l'Ordre publié en mai 2012. Cet ouvrage est téléchargeable gratuitement sur www.bibliordre.fr



Reprise de dossiers : ce qu'il faut savoir

Le client d'un confrère expert-comptable fait-il appel à vos services ? Si c'est le cas, il s'agit d'une reprise de dossier. Dans cette situation, voici ce que précise l'article 163 du décret n°2012-432 du 30 mars 2012 :

" Les personnes mentionnées à l'article 141 appelées par un client ou adhérent à remplacer un confrère ne peuvent accepter leur mission qu'après en avoir informé ce dernier. Elles s'assurent que l'offre n'est pas motivée par la volonté du client ou adhérent d'éluder l'application des lois et règlements ainsi que par l'observation par les personnes mentionnées à l'article 141 de leurs devoirs professionnels.

Les honoraires dus à leur prédécesseur résultent d'une convention conforme aux règles professionnelles, elles doivent s'efforcer d'obtenir la justification du paiement desdits honoraires avant de commencer leur mission. À défaut, elles doivent en référer au président du Conseil régional de l'Ordre et faire toutes réserves nécessaires auprès du client ou adhérent avant d'entrer en fonction. Lorsque ces honoraires sont contestés par le client ou adhérent, l'une des personnes mentionnées à l'article 141 appelées à remplacer un confrère suggère par écrit à son client ou adhérent de recourir à la procédure de conciliation ou d'arbitrage prévue aux articles 159 et 160.

Le prédécesseur favorise, avec l'accord du client ou adhérent, la transmission du dossier. "

Pour effectuer ces démarches, le Conseil supérieur de l'Ordre vous propose des modèles de courriers à compléter et adapter au cas par cas. Ils sont accessibles sur www.experts-comptables.fr, dans la partie réservée aux experts-comptables (authentification par compte experpass).

La reprise de dossier : deux étapes

1^{er} étape : Lorsqu'un client s'adresse à vous dans l'objectif de changer d'expert-comptable, vous devez dans un premier temps contacter le confrère par courrier.

Courrier au confrère

Cher,

Nous sommes sollicités par M. (qualité) pour assurer une mission de à compter du

Conformément à l'article 163 du décret du 30 mars 2012, nous vous prions de bien vouloir nous faire savoir si rien ne s'oppose à notre entrée en fonction sur ce dossier.

Un courrier de relance vous sera adressé sous quinzaine en cas de non réponse..

2^e étape : En cas de réponse du confrère indiquant l'existence d'un litige sur le solde d'honoraires, vous devez en informer le Président du Conseil régional et émettre les réserves nécessaires auprès du client.

1 - Courrier au Président du Conseil régional

Monsieur le Président,

M. ... (qualité) m'a sollicité pour assurer une mission de à compter du à la suite de M. (prédécesseur).

Je vous informe de mon entrée en fonction pour le compte de M.

M. (prédécesseur) m'informe néanmoins par retour du courrier en date du qu'un solde d'honoraires lui reste dû par M.

Conformément à l'article 163 du décret du 30 mars 2012, j'invite ce dernier à bien vouloir régulariser la situation et à accepter le cas échéant une procédure de conciliation ou d'arbitrage organisée par le Conseil régional..

2 - Courrier au client ou adhérent

Monsieur,

Je vous informe de mon entrée en fonction au Pour une mission de

Mon prédécesseur M. m'indique néanmoins qu'un solde d'honoraires lui reste dû. Je vous invite donc à régulariser la situation au plus vite.

Conformément à l'article 163 du décret du 30 mars 2012, en cas de différend entre mon prédécesseur et vous quant au solde des honoraires restant dus, je vous prie de bien vouloir accepter un règlement amiable de ce litige par la voie de la conciliation ou de l'arbitrage le cas échéant de Monsieur le Président du Conseil régional de l'Ordre.

3 - Courrier au confrère

Cher,

Je fais suite à votre courrier en retour en date du , m'indiquant que M. (qualité) reste à vous devoir un solde d'honoraires.

Conformément à l'article 163 du décret du 30 mars 2012, je vous indique en avoir informé le Président du Conseil régional de l'Ordre, et avoir invité M. (qualité) à bien vouloir régulariser la situation et à accepter le cas échéant une procédure de conciliation ou d'arbitrage organisée par le Conseil régional.

→ Pour plus d'informations, contactez Marie-Hélène Simon : 03 88 45 60 12 – mhsimon@oecalsace.net

CICE : les nouveautés 2013

Instauré par la troisième loi de finances rectificative pour 2012, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est l'une des mesures phares du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi. Elle constitue, selon la formule d'Étienne Henry, reprise dans l'article des DNA du 26 février 2013, la "seule bonne nouvelle de l'année 2013 !". Quelques éléments de réponse sur ce dispositif.

Quelles sont les entreprises concernées ?

Les entreprises imposées d'après leur bénéfice réel, soumises à l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés.

Quelles sont les dépenses éligibles ?

Les rémunérations versées aux salariés au cours de l'année civile qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC augmenté des heures supplémentaires hors majoration. Si la rémunération annuelle totale du salarié dépasse ce plafond, elle ne rentre pas dans l'assiette de détermination du CICE.

Comment est déterminé le CICE ?

Son taux est égal à 4% pour les rémunérations de 2013, et à 6% pour les rémunérations de 2014. Le montant du CICE n'est pas plafonné.

Comment utilise-t-on le CICE ?

Le CICE est imputé sur l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés dû par le contribuable. En cas d'excédent de CICE, le contribuable bénéficie d'une créance sur l'État d'un montant égal à la différence. La créance est immédiatement remboursable pour certaines entreprises (PME au sens communautaire, entreprises nouvelles ou en difficultés...).

Qu'en est-il du préfinancement du CICE pour 2013 ?

Un dispositif de préfinancement de la créance en cours d'acquisition de CICE a été mis en place dès 2013. Pour obtenir le préfinancement organisé par Oséo, une attestation d'un professionnel de l'expertise comptable doit être établie. La demande de préfinancement peut se faire en ligne, sur www.cice-oseo.fr.

Faut-il justifier de l'utilisation du CICE ?

L'objet du CICE est le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. La loi indique que l'entreprise devra retracer dans ses comptes annuels l'utilisation du CICE, et elle précise

que le CICE ne peut ni financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni augmenter les rémunérations de personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Comment est comptabilisé le CICE ?

Pour les entreprises soumises à l'IS, il peut être comptabilisé en diminution des charges de personnel, ou en impôt sur les sociétés. Il ne constitue pas un produit imposable.

Quelles sont les obligations déclaratives ?

Le CICE fera l'objet d'une déclaration fiscale spécifique en 2014. En outre, l'entreprise doit déclarer l'assiette du CICE et l'effectif au fur et à mesure du versement des rémunérations éligibles dans les déclarations mensuelles ou trimestrielles Urssaf et dans la déclaration annuelle des données sociales (DADS). Pour 2013, compte tenu de la mise en place de ce nouveau crédit d'impôt, il est admis que ces données ne soient renseignées qu'à compter du mois de juillet.

→ **Pour apporter aux experts-comptables et à leurs collaborateurs toutes les informations utiles sur ce dispositif, le CRO a organisé des réunions d'informations "Le CICE : mode d'emploi" les 29 et 30 avril 2013 à Strasbourg et à Mulhouse.**

→ **Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le nouveau site www.conseil-sup-services.com qui met à votre disposition l'ensemble des outils nécessaires.**

Les 10 principaux crédits d'impôt en faveur des entreprises

- **Le CICE**, qui équivaut à 4% des rémunérations brutes versées, sous réserve qu'elles n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC. Le taux sera porté à 6% en 2014.

- **Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR)**, en faveur de l'innovation et de la recherche sur le territoire français.

- **Le crédit d'impôt apprentissage**, qui est égal au nombre moyen annuel d'apprentis dont le contrat atteint une durée minimale d'un mois, multiplié par 1 600 euros.

- **Le crédit d'impôt en faveur de la formation du chef d'entreprise** est plafonné à 40 heures de formation par année civile et par entreprise.

- **Le crédit d'impôt intéressement**, dont le bénéfice est désormais réservé aux entreprises ayant conclu un accord d'intéressement et qui emploient habituellement moins de 50 salariés.

- **Le crédit d'impôt famille** s'applique aux dépenses ayant pour objet d'assurer la création et le fonctionnement des crèches, halte-garderies accueillant les enfants de moins de trois ans des salariés d'entreprise. De même, le crédit d'impôt s'applique aux dépenses exposées au titre de l'aide financière de l'entreprise. Il est plafonné à 500 000 euros par an pour chaque entreprise.

- **Le crédit impôt métiers d'art** est prorogé pour 4 ans, jusqu'en 2016. Les conditions d'applications sont parallèlement modifiées : le crédit d'impôt est plafonné à 30 000 euros par an et par entreprise, et la définition des dépenses éligibles est également modifiée.

- **Le crédit d'impôt maître restaurateur** est prolongé d'un an. Ce titre ouvre donc droit à l'avantage fiscal s'il est obtenu avant le 31 décembre 2013.

- **Les crédits d'impôt dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel**, ainsi que le **crédit d'impôt musique** existent, et ont été renforcés par les dernières lois de finances. Le crédit d'impôt en faveur de la production d'œuvres phonographiques est reconduit pour 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2015.

Ce nouveau crédit d'impôt porte sur les rémunérations versées aux salariés à compter du 1^{er} janvier 2013 sous réserve qu'elles n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC. Le taux CICE est fixé à 4% pour 2013, puis à 6% à partir de 2014.

Appel à cotisation ordinaire 2013

Pour la troisième année consécutive, les cotisations ordinaires se déclarent en ligne. Depuis le 6 mars, vous pouvez effectuer votre déclaration sur le portail <https://cotisations.experts-comptables.org>. Pour simplifier vos démarches, le CSOEC vous donne la possibilité de déléguer à l'établissement d'une personne morale dans laquelle vous avez une activité la déclaration de vos cotisations. Ce sera alors au RAC (Respon-

sable Administratif des Cotisations) de cet établissement d'accepter cette délégation, de déclarer l'ensemble des cotisations et de les payer. Pour mettre en place cette délégation, un simple clic dans l'e-mail qui vous a été adressé le 5 mars 2013 suffit !

→ **En cas de difficulté, n'hésitez pas à contacter Raphaël Schneider :**
rschneider@oecalsace.net



Pour mémoire :

"La cotisation/contribution professionnelle, (...) est acquittée pour la première fois par tout moyen au plus tard dans le mois qui suit l'admission. Elle est ensuite acquittée dans sa totalité dans le mois de l'avis adressé par le Conseil de l'Ordre ou avant la fin du premier trimestre de chaque année. (...) Toute cotisation/contribution non payée dans les délais ci-dessus est majorée des frais de recouvrement effectivement exposés."
Article 229 de l'arrêté du 3 mai 2012 portant règlement intérieur

"Est réputée démissionnaire toute personne physique ou morale inscrite au tableau (...) qui, pendant deux ans, consécutifs ou non, au cours de la période des dix dernières années et sans motif valable, n'a pas payé l'intégralité de ses cotisations ou contributions professionnelles annuelles (...)"
Article 125 du décret du 30 mars 2012

L'Urssaf vous informe...

• Déclaration Unifiées de Cotisations Sociales (DUCS) :

Les DUCS papier ne seront plus prises en compte à partir de l'échéance du 15 juillet 2013. Pour tout renseignement concernant l'adhésion à la DUCS-EDI, les conseillers Urssaf sont à votre écoute au 0 811 011 637 (Assistance aux services dématérialisés) du lundi au vendredi, de 8h à 17h.

• Modalités de paiement des cotisations :

La création de l'Urssaf régionale au 1^{er} janvier 2013 ne modifie ni les modalités déclaratives ni celles relatives au paiement des cotisations. Ainsi, pour les paiements par chèque, il convient de libeller le chèque à l'ordre de l'Urssaf Alsace et de l'envoyer :

→ pour les ressortissants du Bas-Rhin :

Urssaf Alsace - 16 rue Contades - 67307 Schiltigheim cedex

→ pour les ressortissants du Haut-Rhin :

Urssaf Alsace - 26 avenue Robert Schuman - 68082 Mulhouse cedex

• Renseignement d'ordre réglementaire :

Les experts-comptables d'Alsace disposent d'un numéro de téléphone et d'une adresse e-mail dédiés auprès de l'Urssaf Alsace pour les renseignements d'ordre réglementaire : 03 88 18 52 63
reglementation.alsace@urssaf.fr

Ce qu'il faut savoir sur le nouveau Titre VI

Les modalités de contrôle par les Conseils régionaux des prises de participation et des mandats sociaux pouvant être détenus par les professionnels de l'expertise comptable viennent d'être définies par le nouveau Titre VI du Règlement intérieur de l'Ordre, pris par arrêté du 19 février 2013 et publié au Journal Officiel du 27 février 2013. Ce nouveau Titre VI est entré en vigueur le 1^{er} avril 2013.

Depuis la loi liée aux réseaux consulaires du 23 juillet 2010, l'article 7 quater de l'Ordonnance du 19 septembre 1945 permet aux professionnels et aux sociétés d'expertise comptable de prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature sous le contrôle des Conseils régionaux. Le nouveau titre VI du règlement intérieur prévoit notamment un contrôle, a posteriori, du Conseil régional des participations financières et des mandats sociaux, par le biais du contrôle article 31 et du contrôle qualité. Les membres de l'Ordre détenant des participations et

des mandats devront déclarer annuellement sur l'honneur leur indépendance concernant ses participations et ses mandats. Par ailleurs, ils devront tenir à jour une liste des participations financières et des mandats sociaux détenus, qui devra être fournie au membre du Conseil régional s'il en fait la demande lors d'un contrôle article 31 ou d'un contrôle qualité.

CJEC : la transversalité en action !



Yvan Jeanneret

Particulièrement actif, le Club des jeunes experts-comptables et commissaires aux comptes a 30 ans cette année. Créé en 1983, il compte aujourd'hui plus de 1300 membres et représente une véritable force de proposition, comme en témoignent les rencontres interprofessionnelles qu'il suscite et les événements qu'il organise toute l'année. Le point avec Yvan Jeanneret, président du CJEC Alsace.

Des échanges entre jeunes professionnels

Après le succès de la première réunion interprofessionnelle organisée en janvier avec les avocats, le CJEC a renouvelé l'expérience en février en organisant une nouvelle rencontre en partenariat avec la Chambre des Notaires. Les deux professions, représentées à part égale parmi les participants, ont ainsi pu échanger longuement, autour d'un cocktail dînatoire, sur leurs problématiques respectives et les moyens à mettre en œuvre pour qu'une réelle complémentarité soit mise en place. Cette rencontre fut également une occasion d'échanges entre jeunes professionnels, de façon à mieux se connaître et appréhender le métier de chacun. "Étienne Henry, Président du Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables, et Philippe Walter, Président de la Chambre des Notaires du Bas-Rhin, nous ont fait l'honneur de leur présence et nous les en remercions ! Cette soirée, qui a rencontré un beau succès, sera renouvelée," exprime Yvan Jeanneret.

Des manifestations et ateliers

Les Estivales ANECS & CJEC réunissent tous les deux ans étudiants, stagiaires, mémorialistes, jeunes diplômés, jeunes inscrits, élus, personnalités de la profession, partenaires et exposants autour de conférences plénières, d'ateliers pratiques et d'un espace d'exposition central. L'édition 2013, qui aura lieu les 28 et 29 juin, propose une nouvelle fois, sur des parcours dédiés, des ateliers pratiques sur le cursus, le stage d'expertise et d'audit, le diplôme, les modalités de l'exercice libéral, le développement du jeune cabinet... Ces ateliers seront organisés selon trois axes : "réussir son DEC", "s'installer" et "se développer". Le succès de la dernière édition le prouve : les Estivales de l'ANECS et du CJEC sont le rendez-vous biennal de la jeune profession !

→ Pour toute information : www.lesestivales2013.org

Des événements réguliers

Le CJEC organise régulièrement des rencontres, réunions, Stammtisch et autres afterworks à destination des jeunes experts-comptables et commissaires aux comptes d'Alsace. Ainsi, parce que la création d'entreprise est une donnée importante dans notre clientèle, le CJEC a organisé en mars une réunion d'information avec CAP CREATION et la CCI de Strasbourg sur le thème des aides aux créateurs d'entreprise.

→ Pour retrouver l'ensemble des événements organisés par le CJEC, rendez-vous sur <http://www.cjec.org/cjec.php?regions/67/> ou sur la page Facebook CJEC Alsace



Club Fiscal : demandez le programme !

Après la conférence du 14 mars dernier portant sur "les conséquences du décès de l'entrepreneur individuel" et "le démembrement de droits sociaux : droits pécuniaires et gouvernance", à laquelle ont assisté plus de 30 personnes, voici deux nouvelles dates pour compléter le programme 2013 du Club Fiscal :

- Jeudi 26 septembre 2013 de 14h à 17h à Mulhouse : "Les prescriptions fiscales", une conférence animée par Jean-Pierre Cossin, Conseiller maître à la Cour des comptes, et Hervé Kruger, expert-comptable.
- Jeudi 7 novembre 2013, de 14h à 17h à Colmar : "Restructuration intra-groupe : les clés pour réussir", conférence animée par Danièle Depaëpe et Pascal Simon, experts-comptables.

→ Pour vous inscrire, contactez

Anne Weber : aweber@oecalsace.net

L'ANECS vous convie à son 1^{er} séminaire d'intégration !

L'événement majeur de l'ANECS Alsace arrive à grands pas ! **Experts-comptables stagiaires** et étudiants en comptabilité, vous êtes conviés **au premier séminaire d'intégration du 25 au 26 mai 2013** ! C'est le moment de se retrouver et de fêter la **fin de la période fiscale**, mais aussi l'occasion de réaliser un petit **challenge sportif** et de profiter de la météo printanière.

Au programme : randonnée pédestre, jeux de rôles interactifs, soirée conviviale... Les papilles ne seront pas en reste, puisqu'un petit-déjeuner et deux repas copieux sont prévus. Pour participer à ce séminaire, un **tarif accessible** à tous est proposé : 35 € pour les non-adhérents et 20 € pour les adhérents. Venez nombreux partager cette belle aventure !

→ Inscrivez-vous vite via l'envoi d'un e-mail à alsace@anecs.org



BANQUE POPULAIRE D'ALSACE - Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par ses statuts et par le règlement de la Banque Populaire et aux établissements de crédit - Siège social : Immeuble La Concorde - 4 quai Kléber - CS 0401 - 67001 Strasbourg Cedex - 775 641 657 RCS Strasbourg - Intermédiaire d'assurance immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 001 454 - Mars 2013 - Acte 5 - Strasbourg - Crédit photo : Phovoir

CRÉDIT-BAIL ET LOCATION LONGUE DURÉE (LLD)

CHOISISSEZ LA SIMPLICITÉ...

...ET CONSACREZ-VOUS PLEINEMENT A VOTRE ACTIVITÉ !

La Banque Populaire d'Alsace a développé pour les entreprises une gamme simple et complète de financements évitant les pertes de temps et d'énergie.

Des formules de Crédit-Bail souples et performantes, adaptées aux caractéristiques de votre activité et de vos investissements, fiscalement attractives et préservant votre trésorerie : loyers déductibles de vos charges, pas d'avance de TVA, diminution de l'assiette de vos cotisations sociales...

Des solutions clé en main de Location Longue Durée (LLD) automobile qui conjuguent le financement de vos véhicules professionnels avec un ensemble complet de services (entretien, réparation, assistance, véhicule de remplacement, assurance, revente...) et vous déchargent d'un grand nombre de formalités et de contraintes.

BANQUE POPULAIRE
D'ALSACE
BANQUE & ASSURANCE

Pour en savoir plus, contactez une agence Banque Populaire ou ses spécialistes en Crédit-Bail au 03 88 62 79 85 ou au 03 88 62 72 30.



LA BANQUE
QUI DONNE ENVIE D'AGIR

TABLEAU DE L'ORDRE

Session du Conseil régional de l'Ordre du 18 mars 2013

INSCRIPTIONS

→ Experts-comptables indépendants

- Christian SCHNEIDER - Strasbourg (67)
- Thomas BERTRAND - Molsheim (67)

→ Experts-comptables salariés

- Adeline HUGUENY - Strasbourg (67)
- Sophie KUTNER - Strasbourg (67)
- Vincent KOLB - Haguenau (67)
- Sylvie TRIEU - Lutterbach (68)
- Stéphanie SEYLLER - Schiltigheim (67)
- Olivier LOBSTEIN - Oberhausbergen (67)
- Delphine ALBERTI - Haguenau (67)

→ Sociétés d'expertise comptable

- FIDUCIAIRE THIERRY GUTH - Illkirch-Graffenstaden (67)
- SCHNEIDER & PARTNER - Strasbourg (67)
- JK EXPERTISE - Strasbourg (67)
- FB EXPERTISE - Souffelweyersheim (67)
- RIBER ET ASSOCIES - EXPERTS CONSEILS - Sausheim (68) établissement secondaire
- IN EXTENSO STRASBOURG-NORD - Brumath (67) établissement secondaire
- EURO-FIDELEX - Zimmersheim (68) établissement secondaire
- WAGNER & ASSOCIES - Schiltigheim (67) établissement secondaire
- SOGEX - Oberhausbergen (67) établissement secondaire
- SOGEX - Didenheim (68) établissement secondaire

TRANSFERTS D'INSCRIPTION

→ Experts-comptables salariés

- Jean-Louis VOGTENSBERGER - Schiltigheim (67)
du Conseil régional de Picardie - Ardennes

→ Experts-comptables indépendants

- Laurent REMY - Sainte-Marie-aux-Mines (68)
au Conseil régional de Lorraine

RADIATIONS

→ Experts-comptables indépendants

- Fernand FILLINGER - Sausheim (68)
- Daniel PART - Strasbourg (67)

→ Sociétés d'expertise comptable

- SEGEC COLMAR - Colmar (68)
- SEGEC AUDIT COLMAR - Colmar (68)
- HIRN ET CAC - Sausheim (68)
- CEFICA VAL D'ARGENT - Sainte-Marie-aux-Mines (68)
- EUROPE CONSEILS - Strasbourg (67)
- CABINET GROSS-HUGEL - Strasbourg (67)
- REGARD D'EXPERTS - Schiltigheim (67)
- SOCIETE CIVILE D'EXPERTS-COMPTABLES WILLINGER ET ASSOCIES - Vieux Thann (68)
- CABINET SANNER - Lutterbach (68) établissement secondaire
- EXPERTS CONSEILS & ASSOCIES - Mutzig (67) établissement secondaire

CHANGEMENT DE RAISON SOCIALE

- GH AUDIT ET CONSEILS (GH A ET C)
devient CABINET GROSS-HUGEL

Annexe au Tableau de l'Ordre

Session du Conseil régional de l'Ordre du 18 mars 2013

INSCRIPTIONS

- Association de Gestion et de Comptabilité (AGC)
- AS'COMPTA - Eschbach-au-Val (68) établissement secondaire

**POUR UN
SITE INTERNET
EFFICACE &
FONCTIONNEL**



www.jeuxunsitequimarche.com

thuria

l'agence grandeur nature
/ Solutions web & stratégie digitale

3 rue de dublin
67300 SCHILTIGHEIM
06 16 69 06 18 - contact@thuria.com
www.thuria.com

Et si vous deveniez notre partenaire ?

Pour offrir à ses partenaires une visibilité exceptionnelle auprès des 610 experts-comptables et 504 cabinets d'expertise comptable en Alsace, le Conseil régional de l'Ordre présente sa nouvelle offre Partenariats 2013 : " Les Éditions " ! Annuaire, News, brochure, catalogue ou chemise : les partenaires ont 5 supports différents à leur disposition pour optimiser et dynamiser leur communication auprès de la profession !

Vous souhaitez devenir partenaire du Conseil régional de l'Ordre ? Vous recherchez davantage de proximité, de visibilité et d'efficacité dans votre communication auprès des experts-comptables ?

Le Conseil régional vous propose une offre sur mesure, parfaitement adaptée à vos besoins ! Vous avez le choix du support et également du format. Vous pourrez ainsi être présents dans l'annuaire, dans la News des experts-comptables d'Alsace, dans la brochure du Tournoi Européen de Gestion, dans le catalogue de formation du CFPC Alsace ou dans la chemise contact... Tout aussi variés sont les formats d'insertion publicitaire : bandeau, page intérieure, page de couverture, encart...

En tant que partenaire, vous accompagnerez l'Ordre sur ses supports de communication mais aussi lors des événements qu'il organise régulièrement (Tournoi Européen de Gestion, Convention annuelle...). Et vous pourrez bientôt vous afficher sur le nouveau site internet des experts-comptables d'Alsace !

→ **Pour devenir notre partenaire et mieux communiquer, n'hésitez pas à contacter Josiane Maitrot, chargée des relations avec nos partenaires : 06 82 35 81 80 ou Anne Weber : aweber@oecalsace.net**



agenda

Mois	Date	Organisateurs	Thèmes
MAI	MERCREDI 15	CSOEC	383 ^e session – CSOEC – Paris
	MERCREDI 15	CFPC ALSACE	Formation : "Le professionnel de l'expertise comptable face au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme" - Mulhouse
	JEUDI 16	CFPC ALSACE	Formation : "Le professionnel de l'expertise comptable face au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme" - Saint-Hippolyte
	JEUDI 16	CROEC	Réunion d'information sur les dispositifs d'aide à la création et la reprise d'entreprises – CCI Sud Alsace – Mulhouse
	VENDREDI 17	CFPC ALSACE	Formation : "Le professionnel de l'expertise comptable face au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme" - Strasbourg
	MERCREDI 22	CFPC ALSACE	Formation AFDECA : "Prise de parole en public" – Siège du CROEC – Strasbourg
	JEUDI 23	CROEC / EM STRASBOURG	Forum de l'économie alsacienne : "Éthique, facteur clé de succès économique" EMS – Strasbourg
	MARDI 28	CROEC	Conférence "Lutte contre le blanchiment" – Mulhouse
	JEUDI 30	CSOEC	Réunion de la Commission Communication et Attractivité – CSOEC – Paris
	JEUDI 30	CSOEC	Premier Comité d'Attractivité – CSOEC – Paris
JUIN	JEUDI 30	CROEC	Conférence "Lutte contre le blanchiment" – Strasbourg
	JEUDI 30	CROEC	Réunion de travail Démarche Qualité – Siège du CROEC – Strasbourg
	LUNDI 3	CROEC	Réunion du Bureau – Siège du CROEC – Strasbourg
	JEUDI 6	CFPC ALSACE	Accueil des experts-comptables stagiaires 1 ^{ère} année 2013 - Strasbourg
	JEUDI 6	CROEC	Réunion contrôleurs qualité régionaux – Strasbourg
	VENDREDI 7	CROEC	Réunion de la Commission du Tableau – Strasbourg
	MARDI 11	CROEC	Réunion de la Commission Entreprises – Siège du CROEC – Strasbourg
	LUNDI 17	CROEC	Session du Conseil – Rouffach
	MARDI 25	CROEC	Réunion de travail certification – Siège du CROEC – Strasbourg
	JEUDI 27	CROEC	Réunion CRS – Siège du CROEC – Strasbourg
JUIL.	JEUDI 27	CSOEC	Réunion de la Commission nationale informatique – Paris
	MARDI 2	CSOEC	Coordination régionale – CSOEC – Paris
AOÛT	MERCREDI 3	CSOEC	384 ^e session – CSOEC – Paris
	JEUDI 29, VENDREDI 30 & SAMEDI 31	CSOEC	Challenge voile La Rochelle
SEPTEMBRE	LUNDI 9	CROEC	Réunion du Bureau – Siège du CROEC – Strasbourg
	LUNDI 16	CROEC	Réunion de la Commission du Tableau – Strasbourg
	MARDI 17	CSOEC	Coordination régionale – CSOEC – Paris
	MERCREDI 18	CSOEC	385 ^e session – CSOEC – Paris
	LUNDI 23	CROEC	Session du Conseil
	MERCREDI 25	CSOEC	Réunion de la Commission nationale informatique – Paris
	JEUDI 29	EM STRASBOURG	Forum "Audit 2013" - EMS – Strasbourg
	JEUDI 29	CLUB FISCAL	Conférence : "les prescriptions fiscales" - Mulhouse

à vos plumes ?

Une réaction à chaud sur une actualité brûlante ? Un avis tranché sur une disposition légale ? Un coup de cœur ? Votre avis nous intéresse ! Envoyez-nous votre texte pour publication (2500 signes espaces compris maximum) à l'adresse suivante : **aweber@oecalsace.net**

info ?

Fermeture exceptionnelle

L'Ordre des experts-comptables d'Alsace sera exceptionnellement fermé le 10 mai et le 20 mai 2013

Ciel Up To Experts, l'accompagnement renforcé

Vous souhaitez renforcer votre rôle de conseil et poursuivre votre développement auprès des TPE, créateurs, artisans, commerçants...

Sage lance spécialement pour vous sa nouvelle offre **Ciel Up To Experts**.

Avec **Ciel Up To Experts**, vos clients bénéficient d'un accompagnement au quotidien, pour faciliter la comptabilité et la gestion de leur entreprise : installation en 3 minutes, assistance, webformation, mises à jour, facturation simple et structurante, échanges simplifiés avec vous, Expert-comptable.

Ensemble, nous garantissons un accompagnement réussi.



N° Indigo 0 825 886 786*

www.sage.fr/fr/cabinets-dexpertise-comptable

**Génération
Experts**